

15.2 LES JURIDICTIONS POUR MINEURS

La justice pénale des mineurs traite de l'enfance délinquante tandis que la justice civile des mineurs s'occupe de l'enfance en danger : elle prononce à ce titre des ordonnances et jugements en matière d'assistance éducative, ainsi que des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.

Au titre de l'enfance en danger, les juges des enfants ont été saisis de 69 100 affaires nouvelles en 2021. Elles concernaient 111 700 mineurs, en hausse de 8,8 % par rapport à 2020 mais quasiment le même nombre qu'en 2019 (-0,9 %). La grande majorité de ces saisines émane des parquets (86 %). En effet, dans la cadre de leur mission civile, les parquets peuvent recevoir des signalements, émanant notamment de la part de l'aide sociale à l'enfance, et saisir alors le juge des enfants en vue de l'ouverture d'un dossier en assistance éducative.

30 % des mineurs en danger ont moins de 7 ans, 32 % entre 7 et 12 ans, 22 % entre 13 et 15 ans et 15 % ont 16 ou 17 ans. Quatre mineurs en danger sur dix sont des filles.

Dans leur mission de protection de l'enfance, les juges des enfants prononcent des mesures éducatives, dont ils assurent le suivi (cf. fiche 16.1). En 2021, ils ont prononcé des décisions au titre de l'enfance en danger pour 436 100 mineurs, nombre en hausse de 2,8 % par rapport à l'année précédente et en légère baisse (-1,0 %) par rapport à 2019. De plus, les juges des enfants ont ordonné des mesures de protection « jeune majeur » pour 146 jeunes de moins de 21 ans. Ce faible nombre s'explique par le fait que les jeunes majeurs sont plutôt pris en charge par les conseils départementaux.

Au civil, le délai entre la saisine du juge des enfants et la première décision au fond est de 4,3 mois en moyenne.

Définitions et méthodes

Les données issues de Cassiopée relatives à l'année 2021 sont provisoires.

Juge des enfants et tribunaux pour enfants

En matière civile

Le juge des enfants peut prendre par ordonnance des mesures d'investigation ou d'assistance éducative provisoires pour une durée de 6 mois. À l'issue, le juge des enfants rend un jugement qui, selon les cas, prononce une mesure d'assistance éducative pour une durée maximale de 2 ans (renouvelable) ou indique qu'il n'y a pas lieu à assistance éducative.

Le juge des enfants peut également prendre des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial lorsque les prestations familiales ne sont pas employées pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants et que l'accompagnement des services sociaux n'est pas suffisant. Le juge des enfants peut alors ordonner qu'elles soient, en tout ou partie, versées à un « délégué aux prestations familiales ». Ce délégué prend toute décision, en s'efforçant de répondre aux besoins des enfants, et exerce auprès de la famille une action éducative visant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations.

En matière pénale

Le juge des enfants peut statuer seul en audience de cabinet. Il prononce alors des mesures éducatives. Si l'affaire et/ou le profil du mineur le justifient, le juge des enfants statue en formation de tribunal pour enfants, où il est assisté de deux assesseurs non professionnels. Cette juridiction prononce des mesures éducatives, des sanctions éducatives et des peines.

La réforme du Code de la justice pénale des mineurs est entrée en vigueur le 30 septembre 2021. La saisine de la juridiction des mineurs se fait exclusivement par la remise d'une convocation pour l'audience (suppression de la requête pénale) et l'instruction préalable devant le juge des enfants disparaît. Un premier jugement statue dans les 3 mois sur la culpabilité du mineur, sur la responsabilité civile des représentants légaux et sur l'indemnisation de la victime. Une période de mise à l'épreuve éducative s'ouvre d'une durée de 6 à 9 mois. À l'issue, le mineur est jugé en fonction de ses progrès ou d'éventuelles récidives sans interrompre le travail éducatif qui se poursuit en post-sentenciel.

Cf. glossaire : Juridictions pénales pour mineurs, Mineur en danger, Modes de saisine des juridictions pour mineurs.

Le tribunal correctionnel pour mineurs a été supprimé au 1^{er} janvier 2017, date à laquelle son contentieux est transféré au tribunal pour enfants.

Champ : France métropolitaine et DOM.

Sources : ministère de la Justice/SG/SEM/SDSE : fichier statistique Cassiopée (mineurs délinquants dans les figures 1 à 3), tableaux de bord des juridictions pour mineurs (mineurs en danger dans les figures 1 à 3 ; figure 4)

Pour en savoir plus : « 2000 – 2020 : un aperçu statistique du traitement pénal des mineurs », *Infostat Justice* 186, juin 2022.
« La durée de traitement des affaires pénales impliquant des mineurs en 2017 », *Infostat Justice* 168, avril 2019.

13 100 familles ont fait l'objet d'une mesure nouvelle ou renouvelée d'aide à la gestion du budget familial en 2021. Ce nombre, en baisse constante depuis 2014, diminue de 8,2 % par rapport à 2020 et de 11 % par rapport à 2019. Le nombre des mineurs concernés baisse davantage, respectivement de 9,3 % et 14 %. De ce fait, le nombre de familles bénéficiant d'une mesure en cours au 31 décembre 2021 baisse également, de 8,1 %, et s'établit à 11 800 familles. 29 600 mineurs sont concernés (-10 %).

Au titre de l'enfance délinquante, les juges des enfants et les tribunaux pour enfants ont été saisis en 2021 de 36 000 affaires nouvelles, concernant 45 500 mineurs (en baisse de 5,9 % par rapport à 2020 et de 29 % par rapport à 2019).

61 % des mineurs délinquants ont 16 ou 17 ans, 36 % ont entre 13 et 15 ans et 2,5 % ont moins de 13 ans. 6,3 % des mineurs délinquants sont des filles.

Les saisines selon une procédure de l'ordonnance de 1945 ont été majoritaires en 2021, le Code de la justice pénale des mineurs (CJPM) étant entré en vigueur le 30 septembre 2021. Ainsi, 75 % des mineurs ont été poursuivis selon une procédure de l'ordonnance de 1945, 20 % selon une procédure du CJPM et 4,6 % des saisines ont eu lieu par ordonnance de renvoi du juge d'instruction.

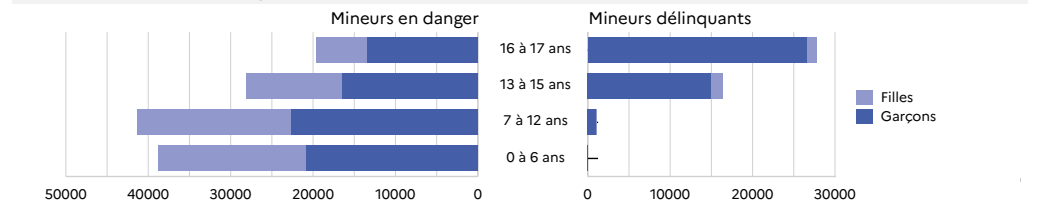
En 2021, 63 200 mineurs ont fait l'objet d'un jugement mettant fin à la procédure de première instance, soit par une condamnation ou une relaxe, dont 54 % du tribunal pour enfants.

Le délai moyen entre la saisine du juge ou du tribunal pour enfants et le jugement mettant fin à la procédure de première instance est de 14,7 mois. Le délai est un peu plus réduit lorsque le jugement a lieu en audience de cabinet (12,4 mois) que quand le mineur est renvoyé devant le tribunal pour enfants (16,8 mois).

1. Saisine des juridictions pour mineurs en 2021

1a. Mineurs selon le sexe et l'âge

unité : mineur



1b. Modes de saisine

unité : mineur

| | 2017* | 2018* | 2019* | 2020* | 2021 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Mineurs délinquants | 64 612 | 66 460 | 64 002 | 48 320 | 45 464 |
| Renvoi du juge d'instruction | 2 164 | 2 171 | 2 145 | 2 074 | 2 114 |
| Saisine du juge des enfants pour information préalable (jusqu'au 29 septembre 2021) | 57 618 | 57 646 | 54 436 | 39 716 | 27 604 |
| Saisine directe de la juridiction de jugement ou comparution à délai rapproché (jusqu'au 29 septembre 2021) | 4 830 | 6 643 | 7 421 | 6 530 | 6 596 |
| Saisine du juge ou du tribunal pour enfants en vue d'une mise à l'épreuve éducative (à partir du 30 septembre 2021) | so | so | so | so | 8 399 |
| Saisine du tribunal pour enfants aux fins d'audience unique (à partir du 30 septembre 2021) | so | so | so | so | 751 |
| Mineurs en danger | 104 239 | 109 744 | 112 706 | 102 678 | 111 666 |
| Saisine par le parquet | 88 178 | 92 177 | 94 944 | 87 963 | 96 258 |
| Saisine d'office | 3 984 | 3 702 | 3 755 | 3 442 | 3 677 |
| Saisine par le mineur ou un proche (famille, gardien...) | 12 077 | 13 865 | 14 007 | 11 273 | 11 731 |
| Proportion de mineurs en danger (en %) | 59,1 | 61,8 | 62,3 | 63,9 | 71,1 |

2. Jugements et ordonnances rendus par les juridictions pour mineurs

2a. Mineurs délinquants jugés (fin de procédure)⁽¹⁾

unité : mineur

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total | 57 234 | 52 836 | 54 990 | 41 535 | 63 205 |
| En audience de cabinet | 23 186 | 22 544 | 23 653 | 18 244 | 29 228 |
| Au tribunal pour enfants | 34 048 | 30 292 | 31 337 | 23 291 | 33 977 |

⁽¹⁾ Dans ce tableau, les mineurs déclarés coupables en audience d'examen de la culpabilité ne sont comptabilisés qu'une fois leur sanction prononcée, à l'issue de leur mise à l'épreuve éducative.

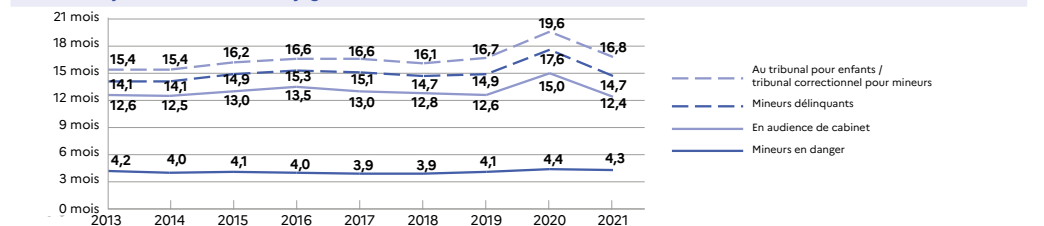
2b. Mineurs en danger concernés par la décision

unité : mineur/décision

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 427 947 | 432 560 | 440 490 | 424 096 | 436 093 |
| Mesure d'investigation | 35 331 | 35 472 | 35 958 | 35 686 | 35 381 |
| Mesure de suivi éducatif | 291 685 | 293 642 | 298 390 | 294 139 | 296 684 |
| Fin de procédure | 39 168 | 42 050 | 43 936 | 37 561 | 39 001 |
| Autres décisions d'assistance éducative | 61 763 | 61 396 | 62 206 | 56 710 | 65 027 |

3. Délai moyen entre la saisine du juge des enfants et la décision au fond

unité : mois



4. Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial

unité : famille et mineur

| | 2017* | 2018* | 2019* | 2020* | 2021 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Mesures nouvelles et renouvelées | | | | | |
| Familles | 14 935 | 14 867 | 14 712 | 14 319 | 13 145 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 40 057 | 39 154 | 37 921 | 35 795 | 32 480 |
| Mesures en cours au 31 décembre | | | | | |
| Familles | 13 931 | 13 566 | 13 440 | 12 853 | 11 813 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 37 825 | 36 172 | 35 394 | 32 926 | 29 634 |